

Il nous faut prendre garde, à mon avis, de ne pas opérer un transfert subjectif dans la réalité canadienne de conceptions ou de responsabilités qui sont proprement américaines. C'est une chose de dire qu'il existe des motifs d'ordre humanitaire pour accueillir au Canada certains réfugiés vietnamiens, même s'ils ont été évacués par les États-Unis; c'en est une autre, il me semble, et chose erronée que de prétendre qu'au cours des derniers jours de la présence américaine au Sud Viet-Nam, nous devions ou pouvions faire ce qu'ont fait les États-Unis. Je me demande si une bonne part des critiques formulées récemment ne sont pas imputables au fait que certains n'ont pas assez nettement distingué entre les positions américaines et canadiennes.

La décision de partir

De fait, lorsque la décision fut prise de retirer le personnel de l'Ambassade canadienne de Saigon, le 24 avril, le Gouvernement du Canada avait plusieurs options. Nous aurions pu tout simplement rester; mais l'expérience de ceux qui ont opté pour cette solution indique que rien de concret ou d'utile n'aurait résulté d'une telle décision. Nous aurions pu, comme certains autres, attendre l'évacuation américaine, qui est survenue quelques jours plus tard; mais nous aurions alors couru le risque d'être évacués dans des conditions hasardeuses et déplorables du point de vue canadien, c'est-à-dire sous la protection immédiate des Forces armées américaines, avec tout ce que cela implique. En cette occurrence, nous aurions pu également être laissés sur place indépendamment de notre volonté (comme le furent certaines missions étrangères) dans des conditions qui aurait placé notre mission à la merci des politiques encore inconnues des nouvelles autorités du pays. En clair, cela veut dire que le maintien de notre Ambassade à Saigon pouvait avoir des conséquences sérieuses, du fait que notre décision d'admettre des réfugiés au Canada, conformément aux sentiments humanitaires animant les Canadiens, semblait en conflit avec les vues des nouvelles instances politiques du Sud Viet-Nam. En fin de compte, nous avons décidé de retirer notre mission dans l'ordre, usant de nos moyens propres, et d'emmener avec nous les Canadiens et les Vietnamiens à leur charge qui désiraient partir ainsi que les citoyens vietnamiens qu'on pouvait évacuer, sujet aux contraintes de la situation, de nos ressources et de nos responsabilités. C'est ce que nous avons fait. D'autre pays, notamment l'Australie, la Grande-Bretagne, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale ont pris, avant ou en même temps que nous, la même décision. Si la chose était à refaire, nous n'agirions pas autrement; et je crois que les événements ont démontré que nous avons eu raison d'agir comme nous l'avons fait.